

Art. 20. — En cas de refus de l'agrément, le postulant à l'agrément peut introduire un recours auprès du ministre chargé de l'aviation civile en vue :

- soit de présenter de nouveaux éléments d'information ou de justification à l'appui de sa demande ;
- soit d'obtenir un complément d'examen de sa demande.

Toute demande de recours doit parvenir au ministre chargé de l'aviation civile dans le délai d'un (1) mois à compter de la date de notification du refus.

Section 3

De la responsabilité du détenteur de l'agrément d'installation de construction

Art. 21. — Le détenteur d'un agrément d'installation de construction doit :

1. s'assurer que le manuel d'installation de construction fourni conformément aux dispositions du présent chapitre et les documents auxquels il se réfère sont utilisés comme documents de travail de base au sein de l'installation ;

2. maintenir l'installation de construction en conformité avec les données et les procédures approuvées par l'agrément de l'installation de construction ;

3. enregistrer les détails des travaux effectués sous une forme acceptable pour l'autorité chargée de l'aviation civile.

Art. 22. — Le détenteur d'un agrément d'installation de construction doit établir que :

1. les éléments d'aéronefs sont complets et conformes aux données de définition approuvées et sont en état de fonctionner en sécurité.

A ce titre :

La définition de type se compose :

a) des plans et spécifications, et d'une liste de ces plans et spécifications nécessaires à la définition de la configuration et des caractéristiques de conceptions du produit, démontré conforme aux conditions techniques applicables ;

b) des informations sur les matériaux et procédés et sur les méthodes de fabrication et d'assemblage du produit, nécessaires pour assurer sa conformité ;

c) de la section « limitation de navigabilité » des instructions pour le maintien de la navigabilité exigées par la réglementation en vigueur ;

d) de toutes autres données nécessaires permettant, par comparaison, de déterminer la navigabilité de produits ultérieurs du même type.

2. chaque aéronef complet est conforme à la définition de type et en état de fonctionner en sécurité avant de soumettre des attestations de conformité à l'autorité chargée de l'aviation civile.

L'attestation de conformité est délivrée par le constructeur pour chaque produit, elle doit être signée par une personne autorisée qui tient un poste de responsabilité au sein de l'installation de construction.

Cette attestation doit inclure :

a) pour chaque aéronef, élément d'aéronef, une attestation établissant qu'il est conforme à sa définition de type et en état de fonctionner en sécurité ;

b) pour chaque aéronef, une attestation déclarant que celui-ci a fait l'objet d'essai au sol et en vol selon la procédure établie et approuvée.

Art. 23. — Tout constructeur d'un aéronef ou d'éléments d'aéronef doit présenter une attestation de conformité à jour, à faire valider par l'autorité chargée de l'aviation civile :

— soit lors du transfert initial, par ses soins, de la propriété de cet aéronef ou de cet élément d'aéronef ;

— soit lors de la demande du premier certificat de navigabilité pour un aéronef ou autre document pour un élément d'aéronef.

Art. 24. — Le détenteur d'un agrément de construction rend compte au détenteur du certificat de type ou de l'approbation de définition, de tous les cas où les aéronefs ou éléments d'aéronef ont été libérés par l'installation de construction, et où des écarts par rapport aux données de définition applicable ont été par la suite identifiés, et collaborer avec le détenteur du certificat de type ou de l'approbation de définition à l'identification des écarts qui pourraient conduire à des conditions compromettant la sécurité.

Les écarts identifiés au titre de l'alinéa précédent sont portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'aviation civile sous forme de comptes-rendus transmis dès que possible, et en aucun cas plus de trois (3) jours après l'identification desdits écarts.

Lorsqu'il s'agit de fournisseur d'une autre installation de construction, l'intéressé rend compte également à cette installation.

Art. 25. — Le détenteur d'un agrément de construction doit :

1. prêter assistance au détenteur du certificat de type ou de l'approbation de définition pour traiter toutes les actions de maintien de navigabilité afférentes aux aéronefs ou éléments d'aéronef qui ont été construits.

2. instituer un système d'archives incorporant les exigences imposées à ses partenaires, fournisseurs et sous-traitants, assurant la conservation des données de justification de conformité des aéronefs ou éléments d'aéronef, lesquelles doivent être tenues à la disposition de l'autorité chargée de l'aviation civile et conservées afin de fournir les informations nécessaires au maintien de la navigabilité des aéronefs et éléments d'aéronef.